

Communiqué de l'Alliance des OSC qui adhèrent aux Accords de Maputo et d'Addis-Abeba

Tribune – Tribune libre – 16/03/10

L'Alliance des Organisations de la Société Civile (OSC) constate avec regret que, malgré les appels répétés au dialogue et la gravité de la situation socio-économique de la population, surtout les couches les plus vulnérables, les autorités de fait poursuivent leur fuite en avant dans les décisions unilatérales, comme la tenue hâtive des Assises « nationales » des 4 et 5 Mars d'Ivato. Avec les résultats que l'on sait, notamment en termes de représentativité, de mode de prise de décision, de contradiction flagrante entre l'ordre du jour et des motions qui en sont sorties, l'on peut se poser la question de la légitimité et de la crédibilité de ces Assises. Dès lors, la mise en place d'un Comité Electoral National Indépendant (CENI), avec l'appui des membres de la société civile proches du pouvoir relève de la même logique.

L'Alliance rappelle les termes de son Communiqué du 28 Février 2010 : « *Seule une solution de sortie de crise consensuelle et inclusive permettra de rétablir la paix sociale et de s'atteler à la relance de l'économie. C'est la condition sine qua non pour briser le cycle infernal de crises qui réduit périodiquement à néant nos efforts de développement* », et qui permettra d'instaurer les fondations durables d'une société juste, viable et démocratique à Madagascar.

L'Alliance réaffirme d'autant plus cet appel au dialogue que la persistance du non respect des règles républicaines et démocratiques élémentaires dans la gestion des affaires publiques, en l'occurrence l'adoption unilatérale d'une loi sans avoir l'avis de constitutionnalité d'une instance compétente, hypothèque terriblement la refondation des bases et valeurs républicaines et démocratiques du pays.

Par ailleurs, l'application des sanctions, même si elles sont ciblées, marginalisera davantage Madagascar et augmentera encore les souffrances du peuple, car elle ne manquera pas d'avoir des impacts désastreux sur la situation économique, sociale et culturelle qui continuent de se détériorer avec des risques telles que les émeutes de la faim.

Aussi, les OSC signataires de ce Communiqué qui croient encore en la sagesse ancestrale des Malgaches réitèrent leur appel solennel aux politiciens, à toute la société civile ainsi qu'à toutes les forces vives du pays, pour qu'ils fassent preuve de responsabilité et pour que l'intérêt du plus grand nombre, notamment des couches vulnérables de la population, prime sur leurs ambitions, leurs intérêts de groupes et leurs intérêts personnels. Le présent et l'avenir du pays sont entre les mains de tous les Malgaches individuellement et collectivement.

Antananarivo, le 15 mars 2010

CCOC (Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes)

CDE (Club Développement et Ethique)

CRAN (Citoyen Responsable des Affaires Nationales)

DJAMMAT DES FEMMES MUSULMANES

FTMF (Fikambanan'ny Tanora Mandala Fampanandrosoana ho Fahamarinana)

MAMIMAD (Malagasy Mlara-Mandroso Aron'ny Demokrasia)

MAMPAFI/ACCES ZON'OLOMBELONA

ONG NY AVO DEVELOPPEMENT

PFNOSCM/VOIFIRAISANA (Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar)

PFPH/MAD (Plate-Forme des Fédérations des Personnes Handicapées de Madagascar) SPEED (Solidarité des Parents, Elèves et Enseignants pour le Développement)